

LVMH mit Umsatzrekord

Paris. Der französische Luxusgüterkonzern LVMH hat mit starken Jahresergebnissen ein weiteres Zeichen für ein mögliches Ende der Durststrecke in der Branche geliefert. Der Louis-Vuitton-Hersteller meldete am Donnerstag nach Börsenschluss dank der gestiegenen Nachfrage nach edler Mode und teuren Handtaschen einen Rekordumsatz. Im Vergleich zum Vorjahr legten die Erlöse 2016 um 5 Prozent auf 37,6 Milliarden Euro zu. LVMH verdiene mit rund 4 Milliarden Euro unter dem Strich 11 Prozent mehr. Angesichts der vielen geopolitischen und wirtschaftlichen Unsicherheiten habe sich der Konzern hervorragend geschlagen, sagte Vorstandschef und Großaktionär Bernard Arnault. Neben Mode, Lederwaren, Uhren oder Spirituosen wuchs auch das Einzelhandelsgeschäft. Zu LVMH gehören beispielsweise der Douglas-Konkurrent Sephora, Luxuskaufhäuser, Duty-Free-Geschäfte an Flughäfen oder Läden auf Kreuzfahrtschiffen. *dpa*

Thyssenkrupp-Chef wirbt für Stahl-Fusion

Bochum. Im Ringen um die Zukunft der Stahlsparte hat Thyssenkrupp-Chef Heinrich Hiesinger erneut für eine Fusion geworben. „Ob, wann und mit wem ein Konsolidierungsschritt kommen wird, ist aber weiterhin offen“, heißt es in einem zur Hauptversammlung des Konzerns verbreiteten Redetext des Konzernchefs. Bei den seit Monaten laufenden Gesprächen mit dem Konkurrenten Tata müsse eine tragfähige Lösung für die Pensionsverpflichtungen des Unternehmens in Großbritannien gefunden werden, betonte Hiesinger. Ziel sei es, ein „zügiges“ Ergebnis zu erzielen. Nach Informationen des Handelsblatts (Freitag) aus konzernnahen Kreisen könnte ein möglicher Zusammenschluss mit Tata frühestens in diesem Sommer über die Bühne gehen. *dpa*

Bosch wächst trotz des Dieselskandals

Stuttgart. Der Autozulieferer Bosch hat im vergangenen Jahr trotz eines Dämpfers in Nordamerika und der Diskussion um Dieselmotoren zulegen können. Der Umsatz sei auf 73,1 Milliarden Euro gestiegen, sagte Boschs Finanzchef Stefan Asenkerschbauer am Donnerstagabend vor Journalisten. Mit einem Plus von 3,5 Prozent – Wechselkurseffekte herausgerechnet waren es 5,4 Prozent – liegt Bosch damit im Rahmen seiner Planungen. Mit dem Dieselskandal sei man zufrieden, so Asenkerschbauer. Zwar sei der Dieseleanteil an den Neuzulassungen in Europa um zwei Prozent gesunken, in Deutschland um vier Prozent, sagte Bosch-Chef Volkmar Denner. Das sei aber schon in den Jahren zuvor der Fall gewesen. Das operative Ergebnis vor Zinsen und Steuern ging auf 4,3 Milliarden Euro zurück nach 4,6 Milliarden Euro im Vorjahr. *dpa*

Les indices des prix en Europe et aux Etats-Unis ont affiché des remontées importantes fin 2016. Les répercussions se font déjà sentir au niveau des taux longs. La question qui persiste est de savoir si cette hausse sera durable ou passagère.

La semaine à venir sera chargée en publications économiques et monétaires, notamment au sujet de l'inflation et de l'activité industrielle des pays développés. Il sera intéressant de déceler éventuellement une confirmation de la hausse de l'inflation observée depuis décembre. Cette soudaine accélération de l'inflation, qui a dépassé les prévisions, a surpris de nombreux acteurs de marché et a impacté les rendements sur les marchés obligataires. Les enquêtes relatives aux PMI manufacturiers et de services permettront de déterminer la tendance sur les carnets de commandes des grandes et moyennes entreprises, et par conséquent, sur les niveaux de chômage. Selon les prévisions, les résultats ne devraient pas décevoir et devraient confirmer la bonne conjoncture observée ces derniers mois. Reste à vérifier si ces améliorations sont tenables pendant l'année 2017.

L'inflation en zone euro a atteint en décembre 2016 un plus haut depuis plus de trois ans. Selon l'Office européen de statistiques Eurostat, le niveau d'inflation se situait fin 2016 à 1,1 % en moyenne annualisée. Les estimations pour la semaine prochaine de l'IPC (indice des prix à la consommation) dans l'Union européenne pour le mois de janvier en base annuelle est estimée à 1,4 %. Cette remontée de l'inflation est encore considérée par le marché comme une amélioration de l'économie mondiale, tant que les niveaux de prix se situent à des niveaux ne présentant pas d'impact négatif sur la croissance. La Banque Centrale Européenne pourrait, dès lors, être contrainte à revoir sa politique monétaire ultra-accommodante.

Pour le moment, Mario Draghi tient à sa politique de taux bas qui protège les Etats surendettés en dépit d'une activité économique stable en Europe.

Le retour de l'inflation

À ne pas rater la semaine prochaine sur les marchés financiers



L'inflation risque d'être poussée à la hausse suite au renchérissement du prix du pétrole.

(PHOTO: AFP)

Les pays les mieux lotis peuvent ainsi profiter de taux très bas pour se refinancer. C'est le cas du Grand-Duché de Luxembourg, comme ont pu le constater les investisseurs lors de l'émission du nouvel emprunt qui paye un coupon de 0,625 % sur 10 ans.

Remontée des taux obligataires

La hausse de l'inflation a entraîné dans son sillage une remontée des taux obligataires.

Si en 2016, les rendements obligataires ont plongé vers des niveaux plus bas au premier semestre, la tendance s'est inversée après le Brexit et les rendements des dettes long terme sont repassés en territoire positif. Le Bund de 10 ans se rapproche désormais des 0,5 % par an, bien loin des taux négatifs de -0,19 % observés en août 2016.

Deux indicateurs importants au niveau de l'Allemagne sortiront la semaine prochaine. Il s'agit de l'évolution du nombre de chômeurs et de l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier qui a atteint son plus haut niveau depuis 35 mois.

L'Allemagne reste l'élève modèle et la locomotive de l'économie européenne. Le pays a su af-

ficher un budget excédentaire en 2016 (pour la troisième fois d'affilée) et ramener son endettement public à 68 %. Une remontée de l'inflation et par conséquent des taux d'intérêts n'auraient donc que des conséquences limitées sur les finances publiques de l'Etat allemand.

Outre-Atlantique, les indicateurs économiques qui seront publiés la semaine prochaine devraient être orientés positivement. Avec la victoire de Donald Trump, devenant le 45^e président des Etats-Unis, une vague d'enthousiasme a traversé les marchés financiers. Suite aux promesses du nouveau président des Etats-Unis, de réduire la régulation et les impôts et d'augmenter massivement les investissements dans les infrastructures publiques, les marchés financiers se sont envolés.

L'indice de confiance des consommateurs, publié mardi prochain devrait se maintenir à un niveau élevé après une forte croissance depuis fin novembre. Si cet indice se situait fin octobre encore à un niveau inférieur à 100, il est attendu pour le mois de janvier à 112,5. Reste à voir si les me-

sures finalement implémentées par Donald Trump auront déjà un impact favorable sur la conjoncture américaine aux Etats-Unis. Ces mesures qui ont surtout un caractère protectionniste pour l'économie américaine risquent d'engendrer une guerre commerciale qui pourrait à terme pénaliser l'économie mondiale.

Le défi du surendettement

Enfin, l'inflation risque également d'être poussée à la hausse en ce début d'année suite au renchérissement du prix du pétrole.

Le principal défi restera le surendettement de beaucoup de pays européens que les autorités publiques n'arrivent pas à diminuer. Une politique prolongée de taux bas ne fait qu'aggraver la situation en poussant les prix des actifs financiers et immobiliers vers des nouveaux sommets et augmentant ainsi les disparités sociales. Si les indices des prix devaient se maintenir de façon durable à des niveaux plus élevés, les pays fortement endettés risqueraient de se retrouver de nouveau dans des situations plus délicates.

Mike Felten
Directeur Fortuna Banque S.C.

US-Wirtschaft verliert an Tempo

Donald Trump will der heimischen Wirtschaft zu mehr Wachstum verhelfen

Washington. Die US-Wirtschaft ist zum Jahresende 2016 deutlich schwächer gewachsen. Im vierten Quartal stieg das Bruttoinlandsprodukt (BIP) um eine auf das Jahr hochgerechnete Rate von 1,9 Prozent, wie das Handelsministerium am Freitag in einer ersten Schätzung in Washington mitteilte. Analysten hatten im Mittel eine Rate von 2,2 Prozent erwartet, nachdem die weltgrößte Volkswirtschaft im dritten Quartal auf dieser Berechnungsbasis noch um 3,5 Prozent gewachsen war. Nicht nur Ende 2016 hat die US-Wirtschaft abgebremst. Der Statistik-

zufolge wuchs das BIP im vergangenen Gesamtjahr um 1,6 Prozent. Das ist ein deutlich geringeres Tempo als im Vorjahr. 2015 hatte die Wirtschaftsleistung der USA um 2,6 Prozent zugelegt.

Verbrauch wuchs schwächer

Im Schlussquartal wurde das Wachstum erheblich durch den Außenhandel gebremst. Allein das höhere Handelsdefizit mit dem Ausland kostete das Land 1,7 Prozentpunkte Wachstum. Dieses Ergebnis dürfte den neuen Präsidenten Donald Trump in seiner kritischen Haltung zum Freihand-

del bestärken. Neben dem Außenhandel belastete der Konsum der privaten Haushalte die Entwicklung, weil der Verbrauch schwächer wuchs. Wurde im dritten Quartal noch ein Konsumwachstum von 3,0 Prozent erreicht, betrug es im vierten Quartal 2,5 Prozent.

Gestützt wurde das Gesamtwachstum dagegen durch die Staatsausgaben, die der neue Präsident weiter erhöhen will. Insbesondere die Ausgaben für Infrastruktur-Projekte sollen deutlich steigen. Die Investitionen und die Lagerbestände der Unternehmen

trugen ebenso zum Wachstum bei wie die Bauausgaben.

Wachstumswahlen werden in den USA auf ein Jahr hochgerechnet. Sie geben an, wie stark die Wirtschaft wachsen würde, wenn das Tempo ein Jahr lang gehalten würde. In Europa wird auf eine solche sogenannte Annualisierung verzichtet. Die Wachstumsraten sind deshalb geringer und nicht unmittelbar mit amerikanischen Zahlen vergleichbar. Nach europäischen Standards betrug das US-Wachstum im Schlussquartal zwischen 0,4 und 0,5 Prozent im Vergleich zum Vorquartal. *dpa*